

*Initiatives ministérielles*

cation. Le député néo-démocrate qui vient de prendre la parole, comme tous les néo-démocrates, s'efforce de faire croire que son parti est le plus vertueux, qu'il est le seul au monde à se préoccuper des taxes, qu'il est le seul à se soucier des pauvres et des défavorisés, qu'ils est le seul à détenir toutes les réponses. Les néo-démocrates essaient constamment de donner cette image d'eux à la Chambre. Je tiens simplement à préciser que le Parti libéral s'est toujours opposé à la taxe régressive sur les produits et services et que c'est le Parti libéral qui recherche des moyens sensés de procéder à une véritable réforme fiscale.

Je tiens à vous dire quelque chose, monsieur le Président. Les députés d'en face n'ont pas leur pareil pour se mettre à l'avant plan avec leurs «moi je», mais ils auraient dû consacrer un peu de temps à la lecture de quelques publications que le député de Broadview—Greenwood a mis considérablement de temps et d'efforts à rédiger pour présenter quelques propositions de véritable réforme fiscale.

Vous vous souvenez tous que la taxe sur les produits et services était la deuxième phase de la réforme fiscale. Elle était censée faire de tout le monde de meilleurs Canadiens et de nous transporter de joie. Cette réforme fiscale devait nous combler de bonheur parce qu'elle serait juste, équitable, qu'elle ne générerait aucune nouvelle recette et qu'elle serait si bien harmonisée qu'il ne resterait plus qu'une taxe. Tout ce que le gouvernement du Canada avait trompeusement amené les Canadiens à croire a fondu comme neige au soleil lorsque le projet de loi sur la TPS, cette phase deux de la réforme fiscale, a été introduit.

Mon collègue de Broadview—Greenwood a pris beaucoup de temps pour discuter avec les membres de notre parti et des autres partis ainsi qu'avec des Canadiens de tout le pays. Il a demandé leur avis à des spécialistes. Il a payé beaucoup d'argent de sa poche parce qu'il croit, tout comme les députés du Parti libéral qui sont ici, que ce qu'il faut au Canada, c'est de relancer l'économie, c'est de sortir de la psychose collective concernant la langue, la culture, les rapports Est-Ouest et les rapports Centre-Nord, c'est de trouver un moyen quelconque pour éveiller l'intérêt des citoyens. Le moyen à prendre pour y arriver, ce n'est pas d'imposer une taxe sur les produits et services, ce n'est pas de créer une récession et ce n'est pas de détruire nos programmes sociaux. Le moyen à prendre pour y arriver, c'est de créer des emplois, c'est de renforcer l'économie et d'injecter la justice et l'équité dans le système fiscal.

Je tiens à souligner à mes amis d'en face qui sont à ma gauche, aux députés du Nouveau Parti démocratique, que mon collègue de Broadview—Greenwood a élaboré une proposition intéressante, positive, axée sur la réforme, capable de faire toutes les choses qu'eux-mêmes n'auraient jamais songé à faire ensemble et que mes collègues d'en face, les députés du gouvernement, n'ont simplement pas la volonté de faire.

Le projet de loi C-21 sur la réduction de la dette est un véritable canular. Chaque fois que j'entends parler de la TPS, ça me rappelle «les mensonges que mon père me contait»—vous souvenez-vous du livre et du film?

C'est à peu près la même chose que lorsque vous avez affaire aux déclarations du ministre des Finances. Le ministre des Finances a dit aux Canadiens que la TPS n'aurait aucune incidence sur les recettes. Il a dit qu'elle serait juste et équitable, bref qu'elle serait merveilleuse. Et devinez quoi! Tout ce que le ministre nous a raconté au sujet de la TPS est faux, ce n'est pas du tout ce qu'il nous avait fait miroiter.

Nous nous rendons compte en fait que la TPS qui ne devait soi-disant avoir aucune incidence sur le revenu, est en réalité un subterfuge pour extorquer de l'argent aux personnes âgées dans tout le Canada. Les deux millions de chômeurs dont a fait état mon collègue doivent encore payer la TPS. De même, le million d'enfants vivant sous le seuil de la pauvreté seront encore une fois touchés par cette taxe régressive.

Et donc quand le gouvernement en a eu terminé de toutes ses belles promesses et que le peuple canadien lui a déclaré ne pas croire un mot de ce qu'il leur racontait au sujet de cette taxe, il a, voyant qu'il était découvert, décidé de faire appel aux rédacteurs juridiques du ministère des Finances—ceux-là même qui rédigeaient les discours de M. Wilson—si doués pour embrouiller vraiment les choses quand il était question de finances, et de faire des propositions au public. Savez-vous ce qu'ils ont fait? Ils ont concocté ce projet de loi qui n'est autre que frime, vent, illusion, la pire façon de berner le peuple du Canada.

La dette nationale a plus que doublé en sept ans à cause de la mauvaise gestion du gouvernement conservateur, à une époque de recettes record—je dis bien des recettes record. Nous n'avons jamais vu les recettes augmenter autant, parce qu'il continue à percevoir des impôts à un rythme jamais vu auparavant, mais il a fait doubler le déficit au cours d'une période de recettes record. On n'a pas besoin d'être une tête à Papineau pour constater que c'est dû à une mauvaise gestion financière. Si vos rentrées de fonds augmentent et que votre dette augmente, cela signifie que vous dépensez comme un marin en permission—avec tout le respect que je dois aux